

# Que le débat s'engage !

L'ancien ministre des Finances, M. Abdelatif Benachou, a réagi, jeudi 21 septembre dans un long article paru dans *Le Quotidien d'Oran* à une contribution de l'ancien Premier ministre, Ahmed Benbitour, parue dans *El Watan* du 7 septembre 2006. Il faut rappeler que ces deux hommes politiques, ce qui donne plus d'intérêt au débat auquel appelle A. Benachou, dans son article. Et c'est en écho à cet appel que nous apportons notre petite pierre en souhaitant à notre tour que "la mayonnaise prenne" que le débat s'élargisse et qu'enfin les Algériens puissent constater que le débat serein, constructif, enrichissant est possible dans notre pays aussi.

Bien évidemment, le but recherché ici n'est pas de répondre à M. Benachou, mais de tenter quelques commentaires en réaction à sa réflexion. Tout simplement.

## \* Un Mauvais procès

1°/ A. Benachou a raison de dire que l'analyse de la balance des paiements ne permet pas d'aborder sérieusement la question cruciale pour l'économie algérienne : celle de la crise de l'offre. Mais ce serait faire un mauvais procès à A. Benbitour que de l'accuser d'avoir tenté d'aborder cette question de l'offre par la balance des paiements. Benbitour, en se livrant à l'exercice qu'il a publié dans *El Watan* ne voulait pas faire dire à la balance

des paiements plus que ce qu'elle exprimait : une position extérieure de l'économie nationale largement favorable ; une situation économique et sociale interne plus que déplorable. C'est du moins ce que j'ai pu en comprendre.

## \* Le remboursement par anticipation

2°/ Plus fondamentalement, A. Benachou a tenté de justifier l'important volume d'épargne engrangé par notre économie au moment où celle-ci a soif d'investissements. Rappelons que le taux d'épargne est de 51,7% en 2005. Il est de 14% en France, l'un des meilleurs taux de l'Union européenne. Cette épargne est due, commence-t-il par rappeler, au secteur des hydrocarbures qui tout en augmentant sa production a bénéficié d'un marché largement favorable.

Et il trouve absurde de vouloir laisser "son épargne en sol".

Il y a là un premier point discutable : produire beaucoup d'hydrocarbures et chercher à "maximiser" les recettes de l'Etat "pour constituer des réserves financières et rembourser par anticipation sa dette extérieure ne peut assurément pas être considéré comme une "grande politique" pleine d'intelligence et d'imagination ni encore moins originale.

Rappelons d'abord — et nous l'avons déjà fait — que tous les pays exportateurs de pétrole qui ont engrangé d'importants excédents financiers

ont remboursé par anticipation une grande partie de leurs dettes extérieures : la Russie (près de 25 milliards de dollars), le Nigeria (12 milliards de dollars), la Libye, l'Arabie saoudite, le Qatar... Les raisons de chacun de ces pays sont diverses et pour l'Algérie, il s'agissait par cette démarche de gagner des charges d'intérêt évaluées à quelque 2,5 milliards de dollars que l'on aurait payés entre 2006 et 2011.

En effet, 16 milliards de dollars de dette rééchelonnée ont été ainsi remboursés par anticipation. En restant dans une démarche seulement financière, la même somme placée sur les marchés financiers internationaux à des taux d'intérêt de 2% durant 6 ans aurait rapporté près de 2 milliards de dollars. A. Benachou a eu donc raison de qualifier le gain réalisé par le remboursement anticipé de la dette extérieure, de gain marginal. Mais là, n'est pas l'essentiel.

Benachou croit trouver la preuve de la pertinence de ce remboursement par anticipation dans la résistance de certains créanciers à l'accepter ?! Drôle de résistance que cette permissivité au remboursement par anticipation accordée à tous les pays endettés (et nous en avons cité quelques-uns). La question est alors celle de comprendre pourquoi les créanciers, dont le revenu est constitué par les intérêts dus par les débiteurs, ont-ils accepté de perdre ce reve-

nu ? Deux raisons semblent émerger qui expliquent cette "concession" :

1) L'effacement de la dette des pays les plus pauvres est un précédent qui menace par son possible élargissement à d'autres pays et, les créances non performantes s'accumulant, les créanciers ont préféré récupérer leurs crédits.

2) Et la seconde raison semble plus plausible encore : ce que les créanciers perdent en termes d'intérêts encaissés, ils le récupèrent auprès de leurs débiteurs, en termes d'exportations de biens et services. Nous avons, en effet, constaté que tous les débiteurs exportateurs de pétrole ont multiplié par deux et plus leurs importations en provenance précisément des pays créanciers — (l'Algérie a vu son programme d'importation passer de 10 milliards de dollars à près de 20 milliards de dollars).

Le second point discutable de la démarche du remboursement par anticipation concerne la production et l'exportation en plus grande quantité de nos hydrocarbures qui ont rendu possible ce remboursement. L'ensemble des experts pétroliers sont aujourd'hui unanimes à reconnaître que la crise du pétrole est une crise structurelle. Le temps du pétrole à bon marché est passé. Rien n'exclut qu'en 2010/2012 le baril de pétrole vaudra 100 dollars ou plus. Vendre aujourd'hui à 70 dollars pour rembourser par anti-

icipation sa dette et se constituer des réserves de change, c'est prendre le risque de se priver de possibles revenus supplémentaires substantiels en 2010/2012.

Le président Bouteflika l'a bien compris qui est revenu sur la loi sur les hydrocarbures en affirmant en substance que la génération actuelle gère mal cette "maximisation des recettes de l'Etat" et qu'il vaut mieux laisser leurs chances aux générations futures, en laissant précisément "notre épargne en sol" et leur offrir ainsi une occasion de bâtir une économie de production performante et compétitive, cette fameuse économie de l'après-pétrole que tous les Algériens attendent.

Dans le cas où le prix du baril baisse, hypothèse que n'exclut pas Benachou (et il a bien raison), nous aurions alors bien besoin de nos réserves de change, dont une partie ne sera plus là puisque consacrée à rembourser — par anticipation — notre dette extérieure. Nos besoins financiers étant en hausse constante, il nous faudra alors au bout de 2 ou 3 ans recourir à de nouveaux endettements et donc recommencer à payer des charges d'intérêt qu'on pensait avoir éliminés.

Benachou justifie d'autre part une telle utilisation de nos excédents financiers (remboursement par anticipation et fonds de régulation des recettes) par la faible capacité d'absorption de notre économie qui, selon



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

lui, serait incapable de recevoir plus d'investissements que ceux qui ont été décidés. Rappelons d'abord ici que lorsqu'il était ministre des Finances, il n'approuvait pas du tout les plans de relance décidés par Bouteflika, arguant précisément de l'étroitesse de la capacité d'absorption et des effets pervers du multiplicateur qui allait jouer à l'extérieur, l'offre nationale étant faible et rigide. Nous aurions alors eu des bas de laine bien plus remplis encore et un pays toujours en énorme déficit d'équipements au lieu de taux de croissance appréciables et d'une réduction sensible du taux de chômage performances qu'aime à rappeler M. Benachou.

Donc pour "dégonfler" l'épargne et "dégonfler" les réserves de change que Benbitour trouve excessives, il est tout à fait indiqué, souligne Benachou, de les utiliser à rembourser la dette de l'Etat.

Suite en page 7

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
le fumeurdethe@hotmail.com



## LA CHANCE QUE VOUS AVEZ MES FRERES !

« Contrairement aux rumeurs, Hachemi Djiar est en excellente santé. »

Alhamdulillah !

Il existe dans notre vaste pays un endroit où les habitants ont une chance inouïe. Et phénomène extraordinaire, je soupçonne ces Algériens de n'avoir même pas conscience de la chance qu'ils ont depuis quelques jours. Non pas que le régime de bananes qui nous gouverne ait subitement décidé de faire bénéficier les habitants de cette région et seulement eux de la manne pétrolière et gazière. Non pas que dans ce coin d'Algérie, les fruits et légumes, les viandes blanches, rouges ou vertes aient connu une baisse sensible des prix en ce Ramadhan. Non pas que dans cette portion d'Algérie, la Sonelgaz ait décidé de baisser ses tarifs prohibitifs. Non pas que dans cette zone bien délimitée, tous les écoliers aient reçu à temps leurs manuels scolaires sans avoir à faire jouer la largeur des épaules de leurs parents. Non pas que dans ce micro-espace algérien, les

atroupements de plus de trois personnes, les marches de protestation et les meetings en plein air aient été soudainement autorisés par le ministère de l'Intérieur. Non ! Rien de tout cela. En fait, en lisant hier le radar de mes confrères de *Liberté*, j'ai découvert qu'en pleine période de doute, de marasme économique, de renoncement, de péril sur le futur démocratique de l'Algérie, de baisse du pouvoir d'achat couplée à un suspense intolérable et sadique autour d'éventuelles hausses des salaires, une partie, une partie infime de la population algérienne pouvait avoir en compensation de toutes les peines qu'endurent les 34 millions d'Algériens un privilège, un privilège seulement, mais il est immense : à Dellys, depuis plusieurs jours, les habitants ne captent plus l'ENTV ! J'en suis vert de jalousie ! J'en bave de « ghira » ! La chance que vous avez mes frères ! Savourez-la bien, tout en fumant du thé pour rester éveillés au cauchemar de vos compatriotes des autres régions dont le cauchemar continue.

H. L.

**GARANTIE 2 ANS**  
ou 100 000 km

**Nouvelle Clio Classic**  
Série limitée **PACK+**

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

- Verrouillage centralisé
- Direction assistée
- Nouveau bouclier ton caisse
- Peinture métallisée
- Radio K7
- Nouvelle planche et tableau de bord

**à 779 000 DA**

**Clio Classic**